

**Convention collective départementale**

IDCC : 2034. – **TRAVAUX PUBLICS  
(ISÈRE)  
OUVRIERS**

**(17 septembre 1998)**

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999  
*Journal officiel* du 6 février 1999)

---

**ACCORD DU 18 DÉCEMBRE 2006  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
ET DE REPAS DE NUIT**

NOR : *ASET0750258M*

IDCC : *2034*

---

Entre :

La fédération du bâtiment et des travaux publics du département de l'Isère  
(FBTP 38),

D'une part, et

Le syndicat construction et bois de l'Isère CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnité de repas de nuit*

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers des travaux publics de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 10,41 €.

## Article 2

*Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.3.1 de la convention collective des ouvriers des travaux publics de l'Isère du 17 septembre 1998*

*(En euros.)*

ZONE	REPAS	TRANSPORT	TRAJET
1 A (0 à 5 kilomètres) .....	8,69	0,89	0,54
1 B (5 à 10 kilomètres) .....	8,69	2,69	1,58
2 (10 à 20 kilomètres) .....	8,69	5,28	3,08
3 (20 à 30 kilomètres) .....	8,69	8,64	4,75
4 (30 à 40 kilomètres) .....	8,69	11,97	6,42
5 (40 à 50 kilomètres) .....	8,69	15,09	8,02

## Article 3

En application de l'article 35 de l'avenant n° 18 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 21 juillet 1965, les indemnités de transport et de repas visées à l'article 2 du présent accord s'appliquent aux ETAM non sédentaires des entreprises de travaux publics.

## Article 4

*Force obligatoire du présent protocole*

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

## Article 5

*Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé, auprès de la direction générale du travail de Paris conformément aux dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Fait à Grenoble, le 18 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)